



JE N'APPELLE PAS LE



ON POURRAIT MÉTAPHORIQUEMENT IMAGINER LA JUSTICE COMME UNE TOILE D'ARAIGNÉE QUI AURAIT EN SON CENTRE LA TAULE. LES FILS LES PLUS ÉPAIS ET LES PLUS PRÈS DU CENTRE SONT LES PLUS VISIBLES ET CONNUS : JUGES, FLICS, MATONS. CEUX PLUS PÉRIPHÉRIQUES SONT EUX AUSSI FACILEMENT PERCEPTIBLES SI ON S'Y MET UN PEU : VIGILES, PSYS, ASSISTANTS SOCIAUX, MÉDIATEURS EN TOUS GENRES, ETC. MAIS L'ŒUVRE DE TOUTES CES PERSONNES NE SAURAIT SUFFIRE À ELLE SEULE POUR ATTEINDRE LE BUT DE LA JUSTICE, C'EST-À-DIRE DÉFENDRE LE POUVOIR (POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, MORAL, ETC.) ET METTRE À LA TÂCHE EN BON ORDRE LA POPULACE DE TRAVAILLEURS/CONSOUMATEURS. SORTONS DE LA MÉTAPHORE : LA COLLABORATION DES « GENS » EST INDISPENSABLE AU BON FONCTIONNEMENT DE LA MACHINE POLICIÈRE ET JUDICIAIRE.

Beaucoup de procès ne pourraient avoir lieu sans témoins. Récemment, le gouvernement a même formalisé la figure du « collaborateur de justice », ou repent. Il s'agit de quelqu'un qui balance les autres pour manger moins (ou pas du tout) de taule et recevoir de surcroît la protection et l'argent de l'État. Plus généralement, la police recourt systématiquement à des informations recueillies parmi les « citoyens » pour prévenir les délits ou en trouver les auteurs. Un bon exemple de cette deuxième démarche sont les « enquêtes de voisinage » : les chtars se pointent chez toi et te demandent de bavarder sur ton voisin ou sur quelque chose qui s'est passé.

Il y a des moments magiques pendant lesquels la normalité se fissure et on entrevoit la possibilité d'une vie différente. C'était le cas des émeutes de Londres en août 2011, quand des quartiers entiers ont été renversés de fond en comble et bien des structures qui nous pourrissent la vie se sont fait attaquer. Quand l'État a voulu se venger, après coup, les flics avaient des milliers d'images des pillages (caméras de surveillance publiques ou privées, vidéos et photos prises par des « bons citoyens », etc.). Il était pourtant impossible pour eux de retrouver les émeutiers uniquement grâce à leurs visages. Les schmits ont donc fait largement appel à la délation, avec des photos en grand format exposées dans les rues, publiées dans des journaux et sur des sites internet (cela à côté de méthodes plus « musclées », comme des descentes massives et perquisitions dans des cités).

Pour ce qui est de la « prévention », chacun en connaît aussi des masses d'exemples. Les flics et leurs imitations (vigiles, GPIS, correspondants de nuit, contrôleurs...) se baladent partout, posent des questions, fouinent, nous contrôlent et éventuellement nous embarquent. Mais la chose la plus grave est bien que parmi les « gens » il y a souvent une propension à la collaboration active avec les flics. Ça va du « bon citoyen » qui t'engueule si tu jettes un mouchoir sur le trottoir au type qui bave au vigile du supermarché s'il te voit chourer, du voisin qui appelle les flics quand il y a du bruit, à la balance tout court... Depuis le commerçant (légal ou « illégal », peu importe) qui est un peu trop aimable avec les flics parce qu'il a sa sale affaire à défendre, on va jusqu'aux associations de balances volontaires, telles que les « voisins vigilants ». Il s'agit bel et bien d'une forme de contrôle social informel, une solide béquille indispensable au contrôle institutionnalisé de la police et des organes juridiques. Pourtant, parfois il suffirait simplement de se taire ou de dire : « Je ne sais rien, je n'ai rien vu ». Il suffirait de savoir clairement identifier ses véritables ennemis : non pas les autres pauvres, mais ceux qui créent et gèrent la pauvreté, qui ont un pouvoir sur nos vies.

Que des riches (ou ceux qui se croient comme tels, pour se différencier de la misère généralisée) se placent du côté des keufs, rien de bizarre. D'ailleurs les chtars sont là justement pour garder les pauvres à leur place et leur rappeler le respect de l'autorité et de la propriété, au cas où ils ne l'auraient pas bien appris à l'école, en famille, au taf, etc. Mais pourquoi la femme de ménage s'identifierait-elle avec son riche employeur jusqu'à pointer du doigt celui qui vole dans le magasin ? Il faudrait questionner pourquoi certaines valeurs (et comportements) des exploités sont devenus également ceux des exploités. En effet, cette servitude volontaire qui n'est pas perçue comme servitude, mais comme « apporter sa pierre au bien commun » ou plus banalement comme « on est tous dans le même bateau » est un des fondements les plus formidables de l'autorité.

Il y a des flics partout, parfois même dans nos têtes (on est tous plus ou moins les enfants de cette société) et on nous demande encore de devenir les balances de quelqu'un d'autre ? C'est assez ! Un changement radical des rapports interindividuels, la liberté, ne pourra se produire que par un bouleversement complet de ce monde : la révolution. Mais pourquoi ne pas essayer de régler entre nous nos conflits déjà maintenant, sans avoir recours à la machine de la Justice et sans forcément se bouffer les uns les autres ? Il s'agirait de gérer les différends de la façon la plus horizontale et directe possible, entre les intéressés. Le Pouvoir cherche à nous infantiliser (les enfants sont supposés ne pas raisonner, mais est-ce vrai?), on nous fait croire que nous ne sommes pas capables de régler nos problèmes de manière autonome. Pour essayer de nous libérer du contrôle de l'État et de la société, d'avoir nous-mêmes une prise sur nos vies, il est indispensable de garder la Justice (étatique, communautaire, morale) hors de nos rapports. Qu'ils soient des rapports directs, sans un pouvoir tiers et sans autorité entre les individus. Encore, refuser flics ou juges ne signifie pas forcément avoir recours à d'autres formes d'autorité, plus ou moins institutionnalisées, telles des formes communautaires ou mafieuses. Un juge est un juge, qu'il soit en toge ou en soutane. Et tous les sbires ne sont pas au service de l'État.

Le contrôle et la répression étatiques (juges, flics, médiateurs...) ou sociaux et communautaires (grands frères, leaders religieux, patrons, maîtres à penser...) sont des moyens de gérer les conflits qui surgissent entre individus ou groupes, conflits qui parcourent la société et peuvent avoir des effets terribles pour les intéressés. La violence « aveugle » et la plupart des conflits ne sont pas seulement produits par la société actuelle, mais il sont nécessaires à l'existence de l'État. Un État qui impose une situation d'exploitation et de misère (économique, intellectuelle, affective... de manière plus générale une misère existentielle). Cette situation est à la base de

la plupart des conflits que l'État lui-même, après coup, prétend gérer. Avec la disparition de l'autorité et de l'exploitation, une large majorité des conflits disparaîtrait elle aussi. Pensons à tous les conflits liés, directement ou indirectement, à la propriété et à son manque, à la violence interne à la famille (violence de genre et sur les enfants) et plus généralement à toute la violence que ce monde nous fait avaler chaque jour, jusqu'à ce que ça déborde, souvent de manière casuelle, ne s'en prenant pas aux véritables responsables (comme devrait le faire une violence libératrice).

On n'est pas cons et on ne se cache pas derrière un doigt. Il y aura peut-être toujours de la violence, des conflits entre les personnes, même une fois abolies l'exploitation et l'autorité. Et dans ce monde-ci il n'est pas facile de résoudre certains problèmes sans avoir recours, par exemple, aux flics. L'exemple que chacun sort est celui de la victime ou du spectateur d'une agression. Quelques suggestions pourraient être d'éviter de reproduire des comportements autoritaires, les condamner et intervenir directement quand quelqu'un est en difficulté, pour l'aider à se défendre ou éventuellement se venger (mais pas question de se substituer aux intéressés pour « faire justice » à leur place). Il faudrait aussi abandonner les catégories de « criminel » et de « victime », tout en sachant qu'il n'y a que des individus tous différents et uniques et leurs rapports réciproques. On n'a bien sûr pas de solutions miraculeuses. Mais que ce soit clair que ce monde, avec son exploitation, sa misère, ses flics, n'est pas la solution à nos problèmes, il en est bien la cause.

Enfin, est-ce que nous, hommes et femmes de ce monde, pourrions vivre dans un monde libre sans nous bouffer les uns les autres ? La société qui nous entoure nous administre continuellement des « valeurs » telles que l'obéissance à l'autorité, le respect de la propriété, etc. Je pense qu'on peut devenir capables de vivre en individus libres et autonomes face à l'autorité, tout en luttant contre celle-ci. Lutter pour sa propre liberté individuelle, qui ne peut se passer de la liberté des autres, est la seule méthode pour l'arracher. Personne ne nous la donnera, surtout pas ceux qui détiennent le pouvoir, même si on les couvre de pétitions et de bulletins de vote. Et la violence, si elle vise les causes de la soumission, peut bien être libératrice : on n'aura pas la liberté sans elle. En même temps, et indissociablement, lutter pour être libres est le meilleur moyen pour apprendre à l'être déjà, au moins un peu, ici et maintenant. Ça ne va pas de soi et ce combat est fait aussi d'une remise en question de soi-même, d'allers-retours continus dans lesquels rien n'est jamais acquis une fois pour toutes. Ça demande de la détermination et en face on trouvera la répression, plus ou moins directe, de la société et de l'État. Mais, même dans le pire des cas, on aura gagné en dignité. Et dans le meilleur...

LE JEU EN VAUT BIEN LA CHANDELLE !

Brèves

•EVASIONS !•

Deux belles évasions, à l'ancienne, depuis deux prisons pour étrangers en Île-de-France. Le 6 septembre quatre retenus du CRA de Palaiseau ont scié les barreaux d'une fenêtre. Trois d'entre eux sont parvenus à s'enfuir. Malheureusement le quatrième est mal tombé, s'est blessé et a été capturé. Le 1er octobre c'est depuis le Mesnil-Amélot qu'un gars se fait le belle, en escaladant les grilles à l'aide d'un drap. Bravo !

•SABOTONS LA MACHINE À EXPULSER !•

Dans la nuit du dimanche 22 septembre, deux véhicules de la Croix-Rouge (un Peugeot 208 et un Peugeot Partner) sont partis en fumée, rue des Montiboeufs dans le XXe. La Croix-Rouge, tout le monde le sait, collabore à l'enfermement et à l'expulsion des sans-papiers.

Un communiqué nous explique qu'il s'agissait d'envoyer un petit signe de complicité aux évadés des CRA de Palaiseau et de Vincennes, ainsi qu'aux mutins du CRA du Mesnil-Amélot et à tous ceux et celles qui luttent en taule.

•...ET À ENFERMER !•

Jeudi 3 octobre, au petit matin, le feu a été mis à une voiture de Vinci et à une camionnette d'Eiffage, rue du 8 mai 1945, à Pantin (93). Ces deux entreprises construisent des taules, alors bien fait !

•MIRACLE !•

La bonne nouvelle fleurit sur les murs de l'église de Belleville ! Cette fois-ci c'est « Dieu est mort, vive l'insurrection » et « La seule église qui illumine est celle qui brûle ». Nom de Dieu ! Au lieu de dire merci, les culs-benis, ébouriffés, ont porté plainte.

•V'LÀ LA MUNICIPALE...•

Et voilà le parpaing qui a traversé la vitre et envoyé une fliquette trop curieuse à l'hosto avec un traumatisme crânien. Ça c'est passé fin septembre à Villeneuve-le-Roi (94), quand les flics ont voulu fouiner à côté d'un chantier...

•VOLER AUX RICHES...•

Les ouvriers de PSA continuent leurs manifestations platoniques, jusqu'à la grève de la faim, pour continuer à être exploités. Mais il y a d'autres personnes, plus pragmatiques, qui choisissent des occupations plus efficaces. Le 3 octobre, quelqu'un a cambriolé la maison de Philippe Varin, patron de PSA, à Vésinet (78). Le soir, dans cette demeure qui ne connaît pas la crise, manquaient bijoux et devises étrangères pour la somme de 500.000 euros...

•GUET-APENS À MANTES-LA-JOLIE•

Une soirée en bonne compagnie. Une vingtaine de jeunes gens ont pensé à inviter aussi les keufs.

Vers minuit du vendredi 31 août, ils ont caillassé deux bus, allumé une barricade sur une route du Val-Fourré (à Mantes-la-Jolie, 78) et ensuite ils ont attendu les keufs. A l'arrivée des bleus, voilà la fête : une pluie de pierres et un cocktail Molotov ! Dommage pour les quatre jeunes interpellés...

•LA HORDE SAUVAGE•

A 15, il s'en sont pris à une horlogerie de luxe, sur la super-nantie Place Vendôme. Ils sont entrés, ont fracassé les présentoirs à coups de masse et de hache et ils ont volé une vingtaine de montres pour riches, ce qui fait une valeur d'un million d'euros ! Pour finir, ils ont jeté des fumigènes et se sont sauvés (tous sauf deux, malheureusement rattrapés par les condés). Pour les riches de la Place Vendôme, voilà un petit avant-goût de ce qui attend leurs boutiques, leur monde, un jour. Mais ce jour-là on ne volera pas les montres. On détruira toutes les montres et, avec elles, le temps comptabilisé, le temps de l'exploitation...

PERSONNE N'AIME LES BALANCES

Tu préfères vendre un autre que de
passer quelques jours au trou.
Tu préfères vendre un autre que de
te regarder dans le miroir.
Tu fais à l'autre ce que tu ne
supporterais pas qu'il te fasse.
Tu ne résistes pas à l'appât
car tu n'es qu'une merde.
Tu ne vauds pas mieux que le flic
qui t'a fait cracher.
Tu ne vauds pas mieux que le juge qui
profitera de ta lâcheté.
Avec ta langue fourchue
et tes yeux fuyants,
tu bâtis plus de prisons que Bouygues.

Certains sont solidaires,
prennent sur eux,
régulent leurs comptes
à la sortie du commissariat.
Toi tu préfères
la médiation de l'Etat.

Tu te fais avoir par les promesses
de protection, d'anonymat
et de récompense.
Alors qu'ils font tout
pour t'inciter à balancer,
avant de détruire ta vie,
car même les flics ne t'aiment pas.

Tu n'es qu'un traître qui préfère
ronger les miettes du système,
que de manger à la table de ceux qui
se serrent les coudes.

Tu n'es qu'une balance,
tu n'as pas de face,
Tu ne mérites rien d'autre
qu'une semelle dans ta face.

**Au travail, à l'école, dans la rue, en taule,
à la maison, à la CAF ou à Pole Emploi**

**DÉMASQUONS ET POURCHASSONS
LES POUKAVES**

Citoyen caniche, à la niche !

Un de nos fins limiers s'est rendu à un débat public de "l'association des amis de la Place des fêtes", parce qu'il faut savoir se divertir un peu dans la vie. Et lorsque l'on est pas sensible à l'humour de videogag, il faut bien pouvoir se rabattre sur quelque chose... Alors dans ces cas-là, il y a toujours une petite poignée de citoyens concernés pour faire l'affaire. Ils sont tellement choux, tellement mignons, si naïfs que ça nous mettrait l'arme à l'œil, pardon, la lame à l'œil, euh mille excuses, la lame à l'œil. C'est qu'avec leurs grands yeux de caniches et leurs illusions de Pangloss, ils feraient passer n'importe quel révolté pour un serial-killer assoiffé de sang. Les amis de la place des fêtes, se présentent comme des « riverains, promeneurs, parents d'élèves, commerçants et usagers intéressés par l'avenir de la Place », qui souhaitent « aller au-delà d'une simple consultation et participer aux transformations de notre lieu de vie. Il est temps en effet de donner à cette place les investissements qu'elle mérite et aux habitants toute leur place ». Ils organisent pour cela des « promenades exploratoires » dans lesquelles ils nous font découvrir la « mixité sociale » dont ils sont si fiers, mais qui n'est en fait que la guerre aux pauvres. En témoignent les déplacements répétés de populations pauvres depuis les années 60 dans le quartier et celles en préparation. En témoignent aussi que vous n'entendez jamais les pauvres la demander, cette fameuse « mixité sociale » des riches. Ils organisent aussi des débats publics où ne sont présents que des bourgeois bien éduqués, très polis et propres sur eux. Alors chacun

Il y a visiblement des gens qui trouvent que le quadrillage policier de la ville ne suffit pas à faire régner l'Ordre qu'ils aiment tant, à force de se faire marteler le cerveau de valeurs citoyennes par l'Etat, de l'école au Pôle emploi, de la télé au commissariat. On leur dit déjà de voter, d'obéir, de la fermer selon le moment, mais ça ne leur suffit pas, ces zélés en viennent même à imiter les « gardiens de l'ordre » eux-mêmes. Sous le prétexte de défendre l'« accessibilité », l'association Mobile en Ville a organisé le 28 septembre une « journée de mobilisation citoyenne » appelée Opération Pervenches, où ont été distribués des centaines de faux-PV « pédagogiques » sur les voitures garées aux emplacements illégaux. Mais que veulent-ils, au fond, rendre « accessible » : le travail ? la consommation ? la « culture » dispensée par le pouvoir comme distraction, pour faire supporter l'humiliation quotidienne du turbin, des factures et des contrôles par les divers uniformes ? Sans même se poser cette question, ces « volontaires

y va de son petit rôle, celui de droite qui veut débusquer les planques de shit, celui de gauche qui veut installer des pépinières d'entreprises et des start-ups pour redynamiser le quartier, les bobos de service en demande de plus de culture subventionnée et ce bon vieux boutiquier concerné par la propreté de son pauvre trottoir... tous viennent se chatouiller l'égo ensemble, parce que l'impuissance c'est toujours plus drôle à plusieurs.

Mais ces gens-là ne font pas que rêver, non monsieur ! Ces gens-là veulent peser dans les décisions de leurs maîtres, les élus, qui ne daignent même pas pourtant leur jeter la baballe pour les occuper quelques jours. Ce qui ne les empêche pas bien sûr de remuer la queue avec obéissance, la bave aux lèvres essuyée avec un mouchoir en soie.

Notre fin limier, qui pensait trouver là quelques élus et autres porcs à se mettre sous la dent fut bien déçu de cet étalage de niaiserie et de poltronnerie sans enjeu réel. Mais consolé fut-il lorsque sur le chemin du retour il aperçut une agence d'intérim frappée de mille coups déterminés, des affiches aux messages clairs et sans illusions contre l'Etat et le fric, il se dit alors que des gens essayaient vraiment, eux, de transformer le quartier de la seule manière qui vaille : de façon autonome, et sans jamais compter sur l'autorité pour se détruire elle-même, du simple bon sens quoi.

Et pendant ce temps-là, les citoyens peuvent bien rentrer à la niche et laisser place aux artisans du chaos qui ont déjà dépassé, eux, la « simple consultation » depuis des lustres.

Un uniforme dans la tête

et bénévoles » n'hésitent pas, plus que docilement, avec entrain et dévouement, à filer la main aux flics et autres éducateurs pour apprendre la discipline et l'obéissance au reste de la population. La Mairie de Paris, bien sûr, en fait l'éloge : elle doit se frotter les mains de voir un tel zèle : des flics bénévoles partout, c'est bien le rêve pour la démocratie ! Ainsi, cette association évidemment « reconnue d'utilité publique » milite pour perfectionner l'aménagement de cette ville à l'ambiance carcérale, où tout est pensé pour assurer la bonne marche de l'exploitation. Nous préférons démolir ses infrastructures adaptées uniquement à l'oppression, pas à la vie libre, et faire la guerre à tous ceux qui veulent nous contrôler et nous domestiquer : flics, urbanistes, médiateurs, et leurs serviteurs dévoués les citoyens.

GPIS : On met un uniforme aux bâtards pour pouvoir les reconnaître

Pendant les dernières années, on a assisté à un très fort essor de ces véritables milices privées que sont les entreprises de sécurité. On les appelle « Agents de prévention et de sécurité », plus simplement « vigiles », et ils sont les gros bras des patrons, commerçants et proprios, les petits frères de la police d'État. Il s'agit souvent, d'ailleurs, d'ex-keufs ou militaires; des flics ratés, en somme.

Les plus chanceux parmi ces chiens de garde décrochent un poste dans une boîte semi-publique, comme le GPIS (Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance), où les salaires sont 30% plus élevés que la moyenne. Le GPIS est un consortium créé en 2004 entre la mairie de Paris (qui met la moitié des 12 millions d'euros de budget) et des bailleurs sociaux (Paris Habitat, RIVP, Logement Francilien, SAGECO, Immobilière 3F, Siemp et autres). Son travail est de surveiller les quelques 76.800 logements appartenant à ces bailleurs, et au passage leurs 200.000 habitants. Ce « patrimoine immobilier » est situé dans dix arrondissements de Paris (bien sûr pas ceux du Ier au IXème et le XVIème : les GPIS ce sont bien des gardes-chiourme pour les pauvres !). Le patron du GPIS, qui le gère comme un clan mafieux, est son directeur opérationnel, Didier Desous (email : didier.desous@gie-gpis.com, standard : 01.58.60.20.30), un ancien militaire. Il dirige sa petite armada de mercenaires depuis le centre opérationnel du 8, Bd. Berthier (XVII).

Il y a plus ou moins 200 agents et 40 véhicules qui, divisés en deux services, patrouillent tous les jours de 19h30 à 4h30 (et toujours en contact radio avec le centre, qui les suit avec le GPS embarqué). Ils surveillent les parkings, les halls, les caves et les cages d'escalier des immeubles ; ils dégagent les jeunes ou font chier les SDF à la recherche d'un abri. Ils se baladent dans des grands monospaces (souvent des Renault Scénic) bleu marine,

sérigraphiés GPIS. Une première bagnole abrite 3 ou 4 Rambos en bleu, rangers, gilet « pare-balles », talkie et grosses lampes torches (celles pour frapper), avec boucliers et menottes dans le coffre. Souvent, une deuxième suit, avec deux autres vigiles, en uniforme blanc : ils ne descendent pas et sont là pour « contrôler » que tout se « passe bien » lors des interventions... En juillet 2008 le GPIS a aussi acheté chez Mitsubishi un système de vidéosurveillance composé de 260 caméras installées sur 14 cités et reliées au centre opérationnel. Là, des opérateurs surveillent en temps réel les images (qui sont aussi stockées pendant au moins 15 jours) et éventuellement envoient les patrouilles.

Tous les matins, le GPIS transmet aux flics le rapport de ses missions. Mais ils mettent aussi les mains à la pâte. En 2011, 39 personnes ont été interpellées directement par le GPIS et 38 autres en collaboration avec les keufs. Les agents du GPIS ne sont pas des flics, mais, comme tout citoyen, ont le droit d'« appréhender l'auteur [d'un crime ou délit flagrant] et le conduire devant [les chtars] » (Art. 73 C.P.P.). Mais le boulot de flic ne se fait pas si facilement que ça. En effet, depuis juillet 2013, la Préfecture de police a commencé à délivrer aux nervis du GPIS des autorisations de port d'armes de 6ème catégorie : tonfas et gazeuses. Si ça se trouve, les pauvres petits sont restés choqués après que dix des leurs se sont fait dégager depuis un immeuble, avenue de Flandre, fin mai : trois agents du GPIS ont fini à l'hosto. Une petite rebelote de ce qui s'était déjà passé il y a deux ans, dans l'avoisinante cité des Orgues de Flandre. Les sbires étaient arrivés pour faire chier des gens qui faisaient un barbecue. Le ton était monté et tout le quartier s'était rué sur eux, à coups de chaises et de barres de fer ! Mais la spécialité des agents du GPIS c'est bien sûr faire de la provocation et ensuite appeler les flics. Tout comme le 26 mai 2012 à Saint Blaise. Un ballon de foot cogné contre une voiture du GPIS, les nervis en descendent et commencent à poursuivre des ados. Des gens



du quartier s'interposent, mais les renforts des GPIS et des flics arrivent, plusieurs personnes se font matraquer ou gazer. Au final, 4 jeunes se font embarquer et juger pour violences volontaires à l'encontre des vigiles.

Au total, depuis 2004 le GPIS et ses agents sont à l'origine de 557 procédures judiciaires (403 pour atteinte aux personnes : eux ; 154 atteintes aux biens). Des centaines de personnes ont eu à faire à la justice et tout ce qui s'ensuit à cause de ces salauds. Ils arrangent les témoignages pour passer toujours pour des victimes et décrocher quelques jours d'ITT et un peu d'argent de dommages et intérêts. De plus, le parquet de Paris a pris pour habitude de leur reconnaître le statut d'« agent concourant à une mission de service public », c'est-à-dire que leur parole, comme celle des flics, compte plus que celle de tout un chacun et ils gagnent systématiquement les procédures.

Mais cela, quand même, ne les protège pas des barres de fer !

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture vis-à-vis de l'Etat,



du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.